

Le capital bancaire n'a été que très faiblement touché. La plupart des grandes figures capitalistes, en Bulgarie, en Roumanie, en Hongrie, en Autriche et en Finlande, restent sur place et continuent à jouer un rôle prédominant ; le personnel de maîtrise des entreprises nationalisées n'est que très rarement changé (1). L'ensemble de la classe capitaliste continue à jouir de tous ses privilèges matériels, sauf les rares individus frappés par « l'épuration », et qui ne forment pas 1 % des membres de la classe.

La nature bourgeoise de l'Etat résulte du caractère capitaliste des rapports de production et s'exprime dans une structure particulière. Cette structure (administration hiérarchique et centralisée, appareil de répression, etc.) est maintenue partout, et les fonctionnaires restent d'ailleurs les mêmes, « l'épuration » n'ayant touché qu'une minime partie d'entre eux. La seule exception est celle de la Yougoslavie, et dans une moindre mesure également celle de la Pologne. Là, le personnel composant l'ancien appareil d'Etat a presque complètement disparu, suite à des facteurs historiques déterminés. Le caractère bourgeois de l'Etat s'y affirme d'autant plus dans le fait que le nouvel appareil prend, grosso modo, la même structure que l'ancien.

REALISATION DE LA REVOLUTION SOCIALISTE ?

Les faits s'inscrivent donc complètement en faux contre la théorie de Leblanc suivant laquelle la bureaucratie stalinienne serait forcée de « réaliser objectivement la révolution socialiste à l'étranger ». Cette théorie constitue en même temps une révision petite-bourgeoise complète de la conception marxiste-léniniste de l'Etat et de la révolution prolétarienne. Ce n'est pas l'origine sociale du personnel composant l'appareil d'Etat qui détermine sa nature, mais celle-ci résulte de sa structure déterminée par les rapports de production sur lesquels elle se base. « Un agent de police » socialiste » n'est pas un socialiste, mais un agent de police bourgeoise », dit Trotsky. Même si la majorité des fonctionnaires de l'Etat bourgeois étaient des membres du parti stalinien — ce qui n'est nulle part le cas dans le glacis — la nature de l'Etat n'en serait pas qualitativement différente.

Certes, l'Etat russe lui-même a perdu depuis longtemps cette structure caractéristique d'un Etat ouvrier ; Trotsky insiste, dans « La révolution trahie », sur le fait que sa structure s'approche de plus en plus de celle d'un Etat bourgeois. Mais nous avons à faire ici avec un processus de dégénérescence d'un Etat ouvrier préalablement établi. En 1917, les ouvriers et paysans pauvres avaient détruit complètement l'ossature

(1) Par exemple : le grand industriel Paasikivi en Finlande ; Joseph Joham, président de la banque « Kreditanstalt » en Autriche ; Tatarescu, l'homme des trusts pétroliers en Roumanie, etc.

de l'Etat bourgeois et achevé cette destruction pendant quatre années de guerre civile. Sous la pression de facteurs historiques déterminés, leur nouvel Etat, loin de « disparaître », s'est développé, au contraire, d'une façon monstrueuse. Penser qu'un pareil développement serait possible sans destruction préalable de l'Etat bourgeois, revient à admettre en pratique la thèse réformiste d'un passage « progressif » du capitalisme au socialisme. Encore faut-il dire que les réformistes essayaient — bien correctement — de prouver leur thèse incorrecte en indiquant le développement « progressif » de la démocratie ouvrière dans le cadre de l'Etat bourgeois « démocratique ». Eux, du moins, comprenaient que la révolution socialiste comporte la reprise et la gestion de l'économie par l'Etat aux mains des masses. Toute la conception marxiste du rôle socialiste du prolétariat est précisément basée sur le fait qu'économiquement, comme l'a montré Marx, et que politiquement, comme l'a montré Lénine, le prolétariat est la seule classe de la société qui, en devenant classe dominante, peut passer à l'abolition progressive des classes elles-mêmes et de l'Etat. Cette mission du prolétariat s'exprime précisément par le rôle prédominant que jouent les masses dans tous les organes, expression et issue de la révolution socialiste. La révision de Leblanc vise donc à la fois cette conception, en prétendant que la bureaucratie stalinienne peut « remplacer » le prolétariat « incapable de remplir sa mission historique », et la conception même du socialisme qui pourrait être conçu en comportant de moins en moins de contrôle, d'initiative et de liberté pour les masses.

Enfin, la thèse de Leblanc révisé complètement la conception trotskyste du rôle objectif contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne, aussi bien en Russie qu'à l'étranger. Certes, la bureaucratie « défend » avec acharnement les bases économiques issues de la Révolution d'Octobre, cela vient d'être confirmé par toute l'époque historique qui est derrière nous. Mais elle les défend à sa manière bureaucratique, et toute la lutte des b.l. depuis 23 ans se base sur la présomption, prouvée à chaque tournant historique, que la « défense bureaucratique » de la propriété collective engendre sa décomposition ; que la « défense bureaucratique » de la planification sape celle-ci de plus en plus ; que la « défense bureaucratique » des bases économiques d'Octobre accélère le processus de différenciation sociale conduisant à la formation de nouveaux éléments exploités pro-capitalistes ; que la « défense bureaucratique » de l'U.R.S.S. pousse le pays d'une défaite diplomatique à une autre, renforce l'impérialisme mondial, rapproche le jour d'une intervention impérialiste en U.R.S.S. et assène des coups mortels au prolétariat mondial. Toute la lutte des b.l. contre le stalinisme est basée sur le fait que son rôle est celui du fossoyeur de la révolution mondiale et du fossoyeur de l'U.

R.S.S. Et ce fossoyeur nous est présenté tout-à-coup comme « le réalisateur objectif de la révolution prolétarienne ». Il est clair, d'après les conclusions que Leblanc tire de sa thèse, que nous avons affaire ici à une capitulation devant la pression du stalinisme, pression très puissante dans les milieux de l'intelligentsia française, capitulation qui résulte également de la déception devant l'absence d'un mouvement révolutionnaire victorieux, et du manque complet de confiance dans les possibilités révolutionnaires du prolétariat mondial. Leblanc, en substituant sciemment la bureaucratie au prolétariat comme principale force révolutionnaire, à l'échelle mondiale, répète à 20 années d'intervalle, aussi bien quant à son point de départ que quant à son raisonnement et quant à ses conclusions, les sophismes qui conduisirent les dirigeants staliens du Comintern d'une capitulation à une autre, jusqu'à la trahison ouverte et cynique de la révolution prolétarienne.

IMPERIALISME BUREAUCRATIQUE ?

A l'autre bout de l'arc-en-ciel des tendances révisionnistes quant à la nature de l'U.R.S.S. et de la bureaucratie, se trouve la conception des camarades Lucien, Guérin, Darboux, suivant laquelle « la politique d'expansion est causée par la structure de l'Etat et les nécessités d'accumulation interne du capital, c'est-à-dire par son caractère impérialiste ». Nous avons déjà montré plus haut qu'il est inexact d'assimiler la participation de la bureaucratie aux « sociétés mixtes » dans le glacis à l'exportation de capitaux impérialistes. Nous avons également démontré l'effet sociologique diamétralement opposé de l'action de l'impérialisme et de celle de l'expansionnisme bureaucratique. Comme il est faux de faire abstraction du rôle et de la condition des masses pour déterminer le socialisme, autant il est erroné de se borner à compter le nombre de gendarmes et de prisons pour déterminer le rôle social d'une intervention étrangère. La tendance à l'assimilation structurelle est indéniable. Cette tendance ne résulte pas des nécessités « de l'accumulation interne du capital », c'est-à-dire d'une quelconque poursuite de la réalisation du profit. C'est précisément là que réside la différence économique essentielle entre l'économie capitaliste et l'économie soviétique. Tandis que pour l'économie capitaliste, le problème central est celui de la réalisation de la plus-value, c'est-à-dire le problème de la chasse aux profits — en régime capitaliste, l'accumulation du capital c'est la capitalisation de la plus-value. Celle-ci ne peut se faire que dans la mesure où la plus-value se réalise — la question primordiale, pour l'économie soviétique, est celle de l'expansion de la production, indépendamment de la question du profit (l'économiste Léontiev reconnaît, dans un article publié en 1943, qu'entre 1928 et 1935, l'industrie métallurgique

soviétique travaillait constamment à perte et ne pouvait survivre et se développer que grâce aux subsides de l'Etat). Tandis que l'impérialisme consiste essentiellement dans la recherche de nouvelles sphères d'investissement de capitaux afin de combattre la tendance à la diminution tendancielle du taux du profit moyen, l'expansionnisme soviétique recherche les sources de matières premières, les produits finis, etc. indépendamment de la question du profit, en ne tenant compte que des besoins de la production, du plan.

Il est caractéristique de noter à ce sujet que l'énumération des camarades Lucien, etc. se borne à suivre la répression bureaucratique d'une façon tout à fait éclectique, sans indiquer le caractère social de la répression, son but ou sa signification. De cette façon, les conceptions de ces camarades assimilent en fait la répression impérialiste (ex. : répression de l'impérialisme britannique en Palestine ou aux Indes) à la répression de la bureaucratie qui s'adresse en premier lieu contre des éléments des classes possédantes. Ces camarades sont forcés de fermer leurs yeux devant la guerre civile latente, c'est-à-dire la lutte de classe, qui est la base des conflits avec Mihailovitch en Yougoslavie, avec Mikolaïcik en Pologne, avec les « partis traditionnels » en Roumanie, avec le parti des agrariens en Bulgarie, et celui des petits propriétaires en Hongrie. Certes, nous aussi, nous nous opposons contre les méthodes employées par la bureaucratie et ses agences staliennes dans sa lutte contre les classes possédantes, mais non pas parce que nous les trouvons « inhumaines » ou « terroristes », mais au contraire parce que nous les trouvons inefficaces, lâches, hésitantes, faites de demi-mesures résultant de la volonté de la bureaucratie de substituer son action policière à la terreur révolutionnaire des masses, et aboutissant en fait à la conclusion de compromis pourris avec la bourgeoisie de ces pays. Le devoir élémentaire d'un parti révolutionnaire, c'est de distinguer la terreur stalinienne face à l'ennemi de classe, de celle face aux organisations ouvrières, et de ne pas verser de l'eau au moulin de la campagne anti-soviétique de la presse impérialiste, campagne qui n'est qu'un instrument pour la préparation morale de la guerre.

La méthode dialectique du matérialisme historique part toujours de l'ensemble d'une situation pour déterminer la nature sociale d'un pays. Il est absolument contraire à cette méthode d'isoler un facteur de cet ensemble (l'Etat, le régime politique, etc.) et de l'ériger en unique critère pour déterminer la nature sociale qui y règne. Fondamentalement, les rapports de propriété, de production, sont décisifs, mais ils ne le sont que dans l'ensemble de l'évolution de ces pays. Reconnaître la situation extrêmement précaire et transitoire qui règne actuellement dans les pays du glacis ; comprendre la logique interne de leur évolution déterminée dans une large mesure par la nature

sociale de la bureaucratie elle-même ; ne pas faire violence aux faits qui démontrent clairement des tendances essentiellement différentes de la bureaucratie dans les pays occupés par rapport aux tendances de la bourgeoisie impérialiste ; telles sont les conditions premières pour approcher scientifiquement la question du « glacis stratégique ».

Les arguments avancés par Daniel Logan dans son article « L'irruption de l'impérialisme bureaucratique » et repris par les camarades Lucien, etc., ne résistent pas à la confrontation avec les faits.

a) Logan, et avec lui Lucien, prétendent que la politique de la bureaucratie soviétique dans le glacis, déterminée par le « pillage » et caractérisée comme « impérialisme bureaucratique » est la conséquence du parasitisme de la caste bureaucratique, de son gaspillage du revenu national qui la force, « si elle ne veut pas laisser tomber le taux de l'accumulation jusqu'à un niveau ridiculement bas... de piller des moyens de production et de la main-d'œuvre partout où elle le peut » (Logan). Ce « gaspillage » est cependant un fait que nous connaissons depuis 20 ans. Au contraire, le « taux de l'accumulation », c'est-à-dire le rythme de développement des forces productives, a surtout montré une tendance à baisser constamment entre 1937 et 1940, tandis qu'il se relève brusquement à la fin de la guerre et continuera, sans aucun doute, à monter (indépendamment du résultat du pillage) pendant 7 ou 6 ans. Logan confond la tendance générale de la bureaucratie à constituer un frein au développement des forces productives et sa tendance à devenir, à un moment déterminé, un frein absolu. Or, non seulement ce moment n'est pas encore arrivé, mais il est même reculé par suite de la guerre et des destructions ; il est par conséquent évident que le problème central de la reconstruction auquel la bureaucratie doit faire face maintenant est un résultat de la guerre — auquel une Russie soviétique régénérée aurait tout aussi bien dû faire face — et non pas un résultat de la gestion bureaucratique de l'industrie. La voie d'une solution fondamentale dans laquelle la bureaucratie s'est engagée est celle de la planification bureaucratique et non pas celle du pillage ; le résultat du pillage de tous les pays occupés n'apportera d'ailleurs, d'après l'avis unanime de tous les observateurs, qu'un appoint secondaire à la reconstruction de l'U.R.S.S. (1).

b) D'après Logan et Lucien, la « politique de pillage » est déterminée par la nature sociale de la bureaucratie. Dans ce sens, elle devrait être un phénomène permanent, une tendance générale de la politique bureaucratique. Or, nous voyons au contraire qu'il s'agit d'un phénomène passager, issu des nécessités immédiates et de la façon pani-

(1) Une grande partie du matériel transporté a été détruite en cours de route.

que dont la bureaucratie a abordé la « reconstruction ». Le phénomène permanent, la tendance générale, sont ceux à « l'assimilation structurelle » qui comporte non pas le pillage, mais au contraire le développement de l'appareil de production. Cela se manifeste déjà maintenant clairement dans tous les pays occupés. De même, il est faux de prétendre que la « désintégration » du prolétariat des pays occupés constituerait un dessèchement de la bureaucratie. Dans plusieurs pays, tels que la Pologne et la Yougoslavie, le nombre des ouvriers employés dans l'industrie est déjà maintenant égal à celui d'avant la guerre, alors que l'industrie ne travaille qu'à 50 % de sa capacité d'alors.

Dans le même ordre d'idées, il est tout à fait faux de prétendre que l'occupation soviétique aura fondamentalement des conséquences économiques et sociales réactionnaires (recul des forces productives). Logan et Lucien sont hypnotisés par un phénomène (pillage et déportation), mais ferment les yeux devant les nationalisations, le développement industriel qui reçoit une puissante impulsion par les traités commerciaux (ces pays essentiellement agricoles s'efforcent de plus en plus de devenir des fournisseurs de produits industriels) etc. Certes, la situation précaire, transitoire, des pays du glacis ne nous permet pas de formuler des perspectives définitives, mais il est hors de doute pour nous que si l'occupation soviétique devait se prolonger quelques années et provoquer une assimilation structurelle, il en résulterait un développement des forces productives dépassant de loin tout ce que ces pays ont connu durant trente années d'évolution capitaliste.

Logan et Lucien parlent à maintes reprises de la « terreur stalinienne qui ne laisse pas la moindre place à l'activité des masses ». Cela est tout à fait contraire aux faits (nous énumérons plus loin toute une liste de ces faits). Cette erreur provient précisément de ce que ces camarades ne comprennent pas la contradiction fondamentale de la situation de la bureaucratie qui, quelle que soit son hostilité face aux masses, est forcée de s'appuyer sur celles-ci face à la bourgeoisie.

« SOCIÉTÉ ET ETAT TRANSITOIRE »

Enfin, il reste à éliminer une confusion qui a été créée entre la situation transitoire régnant dans les pays du glacis et une nature soi-disant transitoire de l'Etat et de l'économie. Certes, il existe des moments dans lesquels il est extrêmement difficile de déterminer exactement la nature sociale de l'Etat. Il s'agit précisément des moments où la crise sociale a amené des explosions qui sont en cours de changer les rapports de propriété ou qui comportent potentiellement un changement de ceux-ci. La période dite de « dualité de pouvoir » qui est apparue dans presque chaque révolution du XX^e siècle se caractérise précisément comme telle ;